

qu'elle a provoquées. Un autre contentieux important se dresse à présent entre la CE et plusieurs de ses partenaires commerciaux, au sujet de la proposition de la Commission de la CE d'imposer une taxe nationale sur les matières grasses. Si une telle taxe était imposée, cela réduirait la valeur de l'accès négocié autrefois avec la CE et pourrait donc donner lieu à un autre grave différend.

Les tensions ne se limitent pas bien entendu à l'agriculture. Les produits comme les aéronefs, le poisson, les boissons alcooliques et les produits électroniques, ainsi que les mesures relatives au subventionnement des produits destinés au marché national ou à l'étranger et à l'accès au marché national d'un pays font toutes à présent l'objet d'un vif débat international. Plusieurs de ces différends proviennent du manque de clarté des règles régissant les relations commerciales ou des conflits entre les politiques nationales et les obligations internationales.

Ces questions et beaucoup d'autres remplissent l'ordre du jour et rendent plus nettes les divergences de vue quant aux droits et obligations des pays en matière de mesures commerciales. Elles sont le symptôme des liens de plus en plus complexes qui existent entre la politique nationale et la politique commerciale, ainsi que de la perte d'autorité du GATT, avec le temps.

C'est l'examen de ces problèmes qui a amené le Canada à conclure qu'il est nécessaire de libéraliser les règles commerciales. Et cela est encore plus urgent dans le cas de l'agriculture que dans celui des autres produits. C'est pourquoi nous avons encouragé le lancement d'une nouvelle série de négociations du GATT, tout en ne limitant pas là nos efforts.

Par exemple, en ce qui concerne l'agriculture, le Premier ministre a pris l'initiative de soulever cette question au Sommet de Tokyo en mai dernier. En vue de ces entretiens, des rencontres ont eu lieu entre le Premier ministre, un groupe de ministres et les principaux dirigeants agricoles. Le Premier ministre a fait part au Sommet des graves préoccupations des producteurs canadiens. Les chefs de gouvernement des pays les plus importants du monde ont pour la première fois reconnu publiquement au Sommet de Tokyo la nécessité de procéder à certains ajustements au niveau des politiques agricoles.

Depuis, le Canada a participé avec d'autres pays de même tendance à des réunions destinées à continuer de promouvoir la nécessité d'apporter des réformes fondamentales aux politiques qui affectent directement et indirectement le commerce. Il est évident que si tous les grands